

Journée Régionale

La Laïcité : un principe à comprendre & à faire vivre collectivement

Roubaix, 16 janvier 2020

Conseils de lecture

Laïcité – généralités - concepts

BAUBEROT Jean, MILOT Micheline, **Parlons laïcité en 30 questions**, Paris, La Documentation française, 2017, 89 p. (Doc en poche)

Cet ouvrage souhaite apporter des informations objectives et factuelles sur la laïcité. Que recouvre-t-elle exactement ? A-t-elle une acceptation unique ou est-elle en constante évolution, tout comme la société ? Et qu'en est-il chez nos voisins ? L'auteur répond à 30 questions sur l'application de la laïcité dans la société actuelle, avec des lois, des chiffres, des comparaisons internationales...

BAUBEROT Jean, **Histoire de la laïcité en France**, Paris, PUF, 2017, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3571)
Jean Baubérot rend compte des grands débats actuels autour de la notion de laïcité, en retraçant l'histoire de la laïcité en France de 1789 au début du XXI^e siècle. Il rappelle que les objectifs de la laïcité sont la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et l'égalité des droits. "Confrontée aujourd'hui à la mondialisation et à la montée du communautarisme, la notion de laïcité est au cœur des grands débats actuels que cette approche historique met en perspective".

CALVES Gwénaële, **Territoires disputés de la laïcité. 44 questions (plus ou moins) épineuses**, Paris, PUF, 216 p., 2018

Dans une République laïque, il est interdit aux pouvoirs publics de mêler Dieu à la conduite de leurs actions : la loi vaut pour tous, croyants ou non-croyants, les services publics et leurs agents sont soumis à une obligation de stricte neutralité confessionnelle, les bâtiments publics n'arborent aucun emblème religieux, l'impôt ne finance aucune organisation ou activité culturelle. Le principe de laïcité exige de la sphère publique qu'elle soit radicalement a-religieuse. Mais les contours de la sphère publique sont aujourd'hui brouillés. La règle de silence sur le religieux tend à migrer vers la société civile, pour s'imposer à des associations, à des entreprises, voire à de simples individus qui déambulent dans la rue. De quel droit ? À quel prix pour les libertés ? Et, pour la laïcité elle-même, au risque de quel détournement de sens ? Sur ces nouveaux territoires de la laïcité, la droite peine à trancher les conflits. Il est souvent muet, obscur ou ambigu. L'analyse de 44 questions (plus ou moins) épineuses ne prétend donc pas livrer des réponses « clé en main » aux problèmes que soulèvent les mutations contemporaines de la laïcité. Elle voudrait plutôt inviter à débattre, sereinement, des fondements politiques et juridiques du projet laïque. (Présentation éditeur)

CERF Martine, Directeur, HORWITZ Marc, Directeur, **Dictionnaire de la laïcité**, Paris, Armand Colin, 2011, 344 p.
Ce dictionnaire permet de mieux comprendre la laïcité en France et à travers le monde à travers notamment 240 définitions. Il a été dirigé par Martine Cerf et Marc Horwitz, tous deux membres de l'association EGALE (Egalité-Laïcité-Europe). Il est le fruit du travail d'une cinquantaine de chercheurs, d'historiens, de sociologues,

d'avocats et de journalistes. Il se veut un "ouvrage engagé, qui défend l'idée que la laïcité est le ciment d'un bien-vivre ensemble et que le principe de séparation des Eglises et de l'Etat fait son chemin en Europe comme dans le monde du XXIème siècle."

CHAMPION Françoise, **La laïcité face aux affirmations identitaires**, in Sciences Humaines, hors-série, n° 39, déc. 2002 – janv. -févr. 2003, pp. 12-13 L'auteur décrit l'évolution des rapports entre l'Eglise et l'Etat en France, de l'Ancien Régime à nos jours. Alors que la séparation de ces deux entités est aujourd'hui acquise, la laïcité continue à susciter des débats passionnés. "Elle doit, il est vrai, faire face à de nouveaux défis, comme la montée des revendications pour la reconnaissance d'identités communautaires".

Collectif, ESTEVE-BELLEBEAU Brigitte, Directeur ; TOUZEIL-DIVINA Mathieu, Directeur, **Laï-Cité(s) et Discrimination(s)**, Les cahiers de la LCD (Lutte Contre les Discriminations), Vol. 3, 2017, 183 p. "En un siècle, le mot de "laïcité" s'est placé au cœur de la République française, et a acquis par là même un certain caractère polymorphe. Chacun.e le revendique, mais tous n'y voient plus la même chose quand bien même le terme est invoqué en chœur. De ces tensions, il est inévitable que le terme de laïcité se soit chargé de significations diverses. La profusion des sens du mot "laïcité" nous conduirait-elle à parler de "laïcités" ?"

Collectif, **Laïcité. Vivre ensemble**, in Hommes et Libertés, n° 158, juin 2012.

La Ligue des Droits de l'Homme a organisé en février 2012, un séminaire de travail sur les questions de « Laïcité, République et démocratie ». Ce dossier thématique vous propose de partager ces moments de réflexions par le biais des différentes interventions. La LDH admet que les questions de cohabitation du religieux et du politique, de la coexistence dans l'espace commun et partagé des convictions individuelles et collectives sont problématiques dans les faits. Elle en perçoit bien l'importance et questionne régulièrement sa pratique pour continuer à protéger au quotidien la liberté d'expression et la liberté de conscience.

<http://www.ldh-france.org/sujet/libertes/laicite-22/>

Collectif, **Laïcité : les 100 ans d'une idée neuve – II**. Culture(s), religion(s) et politique, in Hommes et migrations, n°1259, février-mars 2006, 147 p.

Hommes et migrations, toujours dans sa contribution au Centenaire de la loi de 1905, déclarant la séparation des églises et de l'Etat, présente son second numéro consacré à la laïcité, cette fois-ci dans l'espace public (autre que l'école), du côté de la culture, du politique et du religieux.

Réseau ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Bibliographie - Laïcité**, décembre 2018. - 27 p.

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2019/01/reseau_reci_biblio_laicite_decembre_2018.pdf

Collectif, **Réflexions sur la laïcité**, in Migrations société, vol. 16, n° 96, nov.-déc. 2004, pp. 15-216 Ce dossier est consacré à la laïcité. Les interrogations soulevées touchent presque exclusivement le cadre hexagonal. Il est fait état de la problématique du voile islamique, sa genèse, sa valeur de symbole, sa revendication, son traitement journalistique par le biais de l'étude de deux quotidiens nationaux français et aussi de l'extraordinaire charge émotionnelle qui pèse sur le débat. À l'aune de l'anniversaire de la promulgation de la loi française du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, la question de la révision de son contenu est aussi mise en perspective.

Collectif, **Intégration et laïcité**, in Migrations Société, vol. 12, n° 69-70, mai-août 2000, pp. 37-113 Ce dossier revient sur l'histoire de la laïcité, "élément identitaire de la société française", qui évolue et se transforme d'une manière permanente. En parallèle, il décrypte le lien entre intégration et laïcité. Ainsi, toutes les contributions de ce dossier vont dans le même sens : "la laïcité est et doit demeurer la règle du jeu de l'intégration, dès lors que sont acceptées les obligations de la loi commune et qu'en réciprocité, bien entendu, les droits qu'elle confère sont respectés"

DIEDERICHS Olivier, TESSIER Arnaud, Inspection générale de l'administration (IGA), Ministère de l'Intérieur, **Rapport relatif au dialogue interreligieux et à la laïcité républicaine**, 2015.-56 p.

L'inspection générale de l'administration (IGA) a été chargée par le ministre de l'intérieur, d'une mission visant à recenser les bonnes pratiques à l'initiative des collectivités locales ou de la société civile en matière de dialogue interreligieux. Si celui-ci n'est pas du ressort des pouvoirs publics, mais des cultes, l'Etat entend l'encourager, et le ministre demande à l'IGA de lui faire des propositions pour que, dans le respect des principes de subsidiarité et de laïcité, l'Etat les soutienne. Suite à ce recensement, les auteurs formulent 9 recommandations. La mission a identifié des exemples significatifs -à Strasbourg et Lyon -où le dialogue interreligieux est fortement porté par les collectivités territoriales, et d'autres configurations, comme en région parisienne, en Moselle ou à Marseille, où l'État supplée déjà clairement, avec pragmatisme, à l'absence ou à l'insuffisance temporaires de la coordination par des autorités publiques décentralisées. Strasbourg et Lyon sont deux métropoles où le dialogue interreligieux présente deux caractéristiques assez proches : ce dialogue est ancien ; il est fortement soutenu par une ou plusieurs collectivités territoriales. Strasbourg présente à l'évidence une singularité supplémentaire, dans la mesure où l'Alsace est une terre concordataire, rompue de longue date aux relations institutionnelles entre l'État et les églises : le dialogue entre les religions elles-mêmes, ainsi que leur contribution active au « vivre-ensemble » y sont donc des réalités plus spontanément vivantes.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000788.pdf>

FELLOUS Gérard, **La Laïcité pour tous**, Tomes 1,2,3,4 & 5, L'Harmattan, 2016
Ces ouvrages, déclinés en 4 tomes rappellent le corpus juridique de la laïcité, avec ses principes fondamentaux, ses lois et ses normes exceptionnelles du droit commun. La tomainon intègre également des réflexions sur l'exercice du culte dans une France laïque ainsi que des éléments permettant de comprendre la construction historique, philosophique, sociologique et politique de la notion de laïcité en France.

HAARSCHER Guy, **La laïcité**, Paris, PUF, 6ème édition mise à jour, 2017, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3129).

L'auteur s'attache à rappeler les grandes dates de la laïcité en France. Il évoque également les exceptions au droit commun de la laïcité, que sont l'Alsace et la Moselle, et aborde notamment l'affaire du "foulard islamique" et les rapports entre la laïcité et le communautarisme. Il nous présente également, la laïcité dans certains pays de l'Union européenne. Ensuite il nous propose une analyse du concept de laïcité avec sa complexité et ses paradoxes, pour finir avec des perspectives philosophiques de celui-ci.

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, **Laïcité et liberté religieuse –Recueil de textes et de jurisprudence**, Les éditions des journaux officiels, octobre 2011, 502 p.

Ce recueil de textes et de jurisprudence a pour objet de faire connaître l'ensemble des règles particulières concernant les principes de laïcité et de liberté religieuse, l'application de la laïcité dans les services publics, l'organisation des cultes et l'exercice des activités religieuses.

Observatoire de la Laïcité, **Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2018-2019**, 2019. 572 p.

L'Observatoire de la laïcité a remis son 6ème rapport annuel. Les atteintes directes à la laïcité apparaissent pour la 3ème année consécutive mieux contenues grâce à la multiplication, ces dernières années et à destination des acteurs de terrain, des formations à la laïcité et à la gestion des faits religieux. Cependant, la sensibilité reste toujours très forte sur toute situation qui touche à la laïcité et aux faits religieux. L'Observatoire de la laïcité rappelle la nécessité d'analyser les faits avec rigueur ; de distinguer la laïcité du nécessaire respect des exigences minimales de la vie en société ; de sanctionner fermement tout manquement à ces dernières ; de répondre avec fermeté et objectivité à toute atteinte au principe de laïcité ; d'outiller les acteurs de terrain pour défendre et promouvoir le principe de laïcité ; de s'en tenir à l'équilibre posé par la loi du 9 décembre 1905 ; et d'amplifier les formations à la laïcité et à la gestion des faits religieux. L'action en ce sens de l'ensemble des ministères concernés est détaillée dans ce rapport.

Observatoire de la Laïcité, **Etude sur la visibilité et l'expression religieuses dans l'espace public en France**, juillet 2019, 37 p. L'observatoire de la laïcité s'est saisie de la question à cause de nombreuses crispations et de

confusions qui sont faites autour de la religion et de la laïcité. Il est rappelé que la laïcité garantit la liberté de conviction et de religion dans l'espace public à condition que l'ordre public soit respecté. Mais qu'entendons-nous par espace public, visibilité religieuse, ordre public ? L'étude apporte un éclairage sur ces différentes notions et dresse un tableau du rapport personnel des français à la religion.
<https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2019/07/etudesurlavisibilitereligieuse.pdf>

Observatoire de la Laïcité, **Libertés et interdits dans le cadre laïque**, octobre 2016, 5 p. Cette note d'orientation est rédigée en réaction à des phénomènes nouveaux apparus ces dernières décennies dans un contexte social fragile, de revendications communautaires et de détournements de la laïcité à des fins stigmatisantes. Elle rappelle et précise tout d'abord dans une première partie les interdits et les limites aux libertés individuelle selon les espaces (entreprise privée, espace public...) et selon les services publiques (établissements publics de santé, écoles, collèges, lycées, établissements d'enseignement supérieur...). Dans une seconde partie, elle aborde les libertés et droits garantis dans le cadre laïque notamment dans l'espace public, les internats, hôpitaux, armées, structures pénitentiaires et de l'enseignement. Puis elle précise le cadre de l'expression religieuse dans l'espace public et les relations avec les cultes.
http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piecejointe/2016/10/2.libertes_et_interdits_dans_le_cadre_laïque.pdf

PHILIP-GAY Mathilde, **Droit de la laïcité. Une mise en œuvre de la pédagogie juridique de la laïcité**, Paris, Ellipse, 2016, 287 p.

Cet ouvrage plaide pour une pédagogie juridique de la laïcité. Ainsi, si l'enseignement de la laïcité doit être généralisé, il ne peut reposer que sur une bonne appréhension du droit de la laïcité. Ce manuel de droit de la laïcité ne prétend pas être exhaustif sur les règles applicables, mais veut donner au lecteur le corpus de connaissances de base pour construire sa propre réflexion sur la place du fait religieux dans la société actuelle. Il permettra aux personnes de l'appliquer dans leurs fonctions professionnelles, politiques ou associatives de connaître précisément la notion de laïcité. Il démontre que le droit de la laïcité représente bien une branche du droit aux sources particulières ne se limitant pas à la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat. Elle est devenue une matière juridique autonome qui repose sur une définition de la laïcité qui lui est propre.

PORTIER Philippe, **L'Etat et la religion en France. Vers une laïcité de la reconnaissance ?** in Regards sur l'actualité, n°364, oct. 2010, pp. 35-40

Dans cet entretien, l'auteur rappelle les fondements et la singularité du principe de laïcité en France. Ensuite, il définit la formule "laïcité de reconnaissance" : "concept analytique dont le propre est de décrire, le modèle de régulation de la croyance appliqué en France depuis une quarantaine d'années". La suite de l'entretien revient sur le projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.
http://www.ladocumentationfrançaise.fr/var/storage/libris/3303332603640/3303332603640_EX.pdf

Réseau RECI, **Point de vue sur... la laïcité au service du lien social**, décembre 2016, 7 p.

Les attentats de janvier 2015 ont renforcé les interrogations de la société française sur ses fondements, sa capacité à partager et faire vivre un socle commun de valeurs et de principes. Les événements survenus depuis (succession d'attentats, tensions et développement d'actes racistes), accompagnés d'une exacerbation des peurs ont entraîné repli et rejet. Ils ont également révélé certaines difficultés pour les professionnels au contact des publics, notamment les plus fragiles (jeunes, habitants des quartiers populaires...) à apporter des réponses claires et univoques sur ces valeurs et principes. Ces professionnels éprouvent aussi des difficultés pour répondre aux questions qui leur sont posées sur ces événements et leur réception dans la société française. Dans ce contexte, le principe de laïcité a été mis en avant à la fois comme une réponse, mais aussi comme un élément du problème rencontré par la société. Ce "Point de vue sur..." veut montrer l'importance de clarifier les notions et de reposer les principes de la laïcité.
<http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2016/12/RECI-point-de-vue-sur-laicit%C3%A9-Dec2016.pdf>

SIMON Alice ; EPSTEIN Renaud ; GABALDA Ghislain ; MARTIN Géraldine ; ORMIERES Emilien, **Bilan de la mise en œuvre du plan national de formation Valeurs de la République et laïcité**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2019, 51 p.

L'enquête mise en place pour la présente étude évaluative comporte un volet quantitatif reposant sur un questionnaire en ligne national et un volet qualitatif fondé sur des entretiens et des observations dans cinq départements. L'étude, données à l'appui, montre que la démarche semble appréciée pour ses bénéfices avec un bilan positif. Les objectifs quantitatifs fixés ont été largement atteints, le kit pédagogique est jugé très favorablement par les formateurs, la formation est très appréciée par les stagiaires. On y apprend également davantage sur le profil des formateurs et des stagiaires ainsi que leurs besoins et leurs attentes.

https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/rapport_evaluation_plan_vrl_vf_0.pdf

ZUBER Valentine, **La laïcité en débat au-delà des idées reçues**, Paris, Le cavalier bleu, 2017, 190 p.
« Les débats sur la laïcité, qui agitent à intervalle régulier l'espace politico-médiatique en France depuis une trentaine d'années, n'ont malheureusement pas contribué à éclaircir la définition de ce principe essentiel de notre République. Reflets d'anciennes positions antagonistes réactivées par une visibilité accrue du religieux dans nos sociétés si profondément sécularisées, ils prennent souvent un tour idéologique qui excède largement l'esprit initial de cet outil juridico-politique à la fois pragmatique et libéral. Ces confrontations nous font parfois oublier qu'il n'y a pas une Laïcité, mais des formes diverses et contextualisées de laïcités. Chaque type de laïcité est en effet le résultat d'un processus historique long de modernisation politique et sociale, différencié selon les espaces politiques et les forces en présence, qu'elles soient civiles ou religieuses. C'est à l'éclaircissement des attendus de ce débat, souvent passionnel et parfois confus, que cet ouvrage est consacré." (Présentation éditeur)

Laïcité au quotidien

Collectivités locales – établissements & services publics

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), Observatoire de la Laïcité, Ministère de l'intérieur, **Les fondamentaux sur la laïcité et les collectivités territoriales**, Paris, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), 2015, 130 p.

Le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des cultes et de la laïcité est "souvent méconnu" et pourtant il est majeur. Les élus locaux et les fonctionnaires territoriaux se doivent de respecter et de faire respecter la liberté religieuse et la laïcité. Cet ouvrage réalisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et l'Observatoire de la laïcité, comporte dix fiches techniques qui abordent les principaux sujets que les collectivités territoriales doivent gérer en lien avec le principe de laïcité : les différents régimes des cultes en France ; le régime des cultes dans les départements d'Alsace-Moselle, la gestion des lieux de cultes et du patrimoine culturel ; les aides publiques aux cultes ; l'espace public et l'ordre public ; l'accès aux équipements et aux services publics ; la gestion des cimetières ; la petite enfance et la santé ; l'école et la jeunesse ; les droits et obligations des agents publics et des élus. Ces fiches sont accompagnées, dans le cadre d'une approche multimédia, de QCM, de vidéos et de clips d'animation numérique. Cet ouvrage comprend aussi de nombreuses ressources : recueil de textes officiels, présentation des principaux rapports publics intervenus sur ce sujet depuis 2000, mise en valeur de quelques documents de références (charte de la laïcité dans les services publics, charte de la laïcité à l'école...).

www.cnfpt.fr/sites/default/files/livret_laicite.pdf

Collectif, **Guide pratique de la laïcité. Les clés pour répondre à toutes les questions soulevées par la laïcité**, Berger-Levrault, 166 pages. Octobre 2018. Collection : Les Indispensables

La notion de laïcité soulève de nombreuses questions. Sa mise en œuvre est une problématique récurrente qui se pose en France et les collectivités n'ont pas toujours les éléments nécessaires pour y répondre de la meilleure façon possible. En effet, plusieurs conceptions s'opposent et l'application de la laïcité repose sur l'articulation deux principes fondamentaux : celui de la neutralité de l'État et celui de la liberté religieuse. L'objectif de cet ouvrage est de fournir aux responsables, publics comme privés, les clés de lecture du droit applicable en la matière. Ce droit, évolutif et variable, est composé des outils juridiques qui résultent des principes constitutionnels, de la loi, de la jurisprudence et des directives gouvernementales. Ce guide didactique a donc pour objet de répondre aux questions des agents de manière concrète via des solutions juridiques sans aborder toute considération spirituelle, éthique ou autre. Parmi les exemples et cas concrets cités se trouvent les questions suivantes : Est-il possible de donner une autorisation d'absence à un agent à l'occasion d'une fête religieuse ? Que faire face à un refus de transfusion sanguine pour raison religieuse ? Comment concilier le principe de neutralité des agents avec celui de liberté religieuse et de non-discrimination à l'embauche ? Une collectivité peut-elle financer une aumônerie ?

Inspection générale des bibliothèques, **Laïcité et fait religieux dans les bibliothèques publiques**, Rapport à madame la ministre de la Culture et de la Communication, septembre 2016, 111 p.

« Il est normal que les questions liées à la laïcité, au fait religieux et convictions spirituelles se posent régulièrement dans les bibliothèques publiques, équipements culturels et documentaires ouverts à tous, se voulant lieux d'échanges et de débats dans la cité. Ces sujets prennent aujourd'hui un relief particulier et suscitent des interrogations. Le rapport rappelle le cadre juridique concernant les droits et devoirs des personnels et usagers, aborde les questions de politique documentaire ainsi que les aspects d'action culturelle. Il souligne l'importance de politiques d'accueil explicites et cohérentes, de démarches de médiation culturelle et numériques adaptées. Accompagnement des personnels, partenariats et mises en réseaux, identification et mutualisation de compétences, éducation aux médias et inscription des bibliothèques dans les politiques publiques visant à servir la laïcité, la citoyenneté et la prévention de la radicalisation : autant de chemins permettant aux bibliothèques de jouer pleinement leur rôle dans la compréhension et le partage du projet démocratique. » (Présentation auteur)

<http://cache.media.enseignementsup->

recherche.gouv.fr/file/2016/04/3/RAPPORT_LAICITE_2_JANVIER_2017_690043.pdf

Ministère des Armées, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), **Expliquer la laïcité française : une pédagogie par l'exemple de la « laïcité militaire »**, novembre 2017, 40 p. « Les questions religieuses représentent aujourd'hui une dimension majeure du contexte international et stratégique. Or, à l'étranger, la laïcité française est souvent comprise comme un dogme hostile à l'expression du religieux en dehors de la sphère privée. Par leur seule présence, les aumôniers militaires des quatre cultes (catholique, israélite, protestant et musulman) montrent que cette perception est erronée. Ce travail sert aujourd'hui de point de départ à une réflexion plus générale menée pour élargir le public initialement visé et s'adresser plus particulièrement aux jeunes qui fréquentent les écoles de formation initiale, la journée défense et citoyenneté ou le futur service national universel. La laïcité vécue au sein de l'institution militaire est exemplaire par l'importance accordée à l'objectif de cohésion et de fraternité. Elle mérite d'être davantage connue. »

www.defense.gouv.fr/content/download/526851/9095769/file/Laicite%2027oct2017.pdf

Observatoire de la laïcité, **Laïcité et collectivités locales**, Premier ministre, juillet 2015, mise à jour novembre 2019, 16 p.

Face aux difficultés pratiques que rencontrent certains élus et agents publics, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du principe de laïcité dans les collectivités territoriales.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2019/10/charte_laicite_et_collectivites_locales-nov2019.pdf

Observatoire de la laïcité, **Avis sur le suivi par les administrations et les collectivités locales des problématiques qui ont trait à la laïcité et au respect des valeurs de la République, de l'ordre public et des exigences minimales de la vie en société**, 19 septembre 2017, 3 p.

A l'occasion de ces déplacements de terrain, l'Observatoire de la laïcité a pu constater une gestion inégale du suivi, par les collectivités locales et les administrations, des problématiques qui ont trait à la laïcité ou qui y sont reliées à tort. Ces problématiques couvrent des champs divers et leurs réponses supposent le plus souvent l'intervention des collectivités locales et de différentes administrations, sans qu'il n'y ait toujours de communication satisfaisante entre elles ni de travail en commun. L'Observatoire de la laïcité procède dans cet avis à un rappel du cadre légal et émet une préconisation générale.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2017/09/avis_cooperation_des_collectivites_et_administrations_adopte.pdf

ZUCCARELLI Emile, REBERRY Damien, VILLETTE Vincent, **Laïcité et fonction publique**, Ministère de la Fonction Publique, 2016, 45 p.

Ce rapport de la commission sur la laïcité et la fonction publique, présidée par Emile Zuccarelli, a été remis à la ministre de la fonction publique, Annick Girardin, le 9 décembre 2016, jour anniversaire du vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Son objectif était de se pencher sur "les situations problématiques liées à l'application du principe de laïcité". Même si ces situations sont peu nombreuses, elles représentent une difficulté ou une appréhension pour les agents rencontrés par la commission, notamment du fait d'un manque de formation et de la sensibilité de la question. Ce rapport détaille donc vingt propositions structurées autour de six axes : objectiver les ressentis des agents ; structurer un réseau de personnes ressources en matière de laïcité au sein de toutes les administrations publiques ; intensifier l'effort de formation, en direction à la fois des agents publics mais aussi des élus locaux ; renforcer la symbolique de la laïcité ; éclairer les situations ambiguës de la laïcité ; informer le public et les médias.

<http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapports-missionnes/Rapport-Laicite-etFonction-publique.pdf>

Laïcité au quotidien - Education

BAUBÉROT Jean, Le Cercle des enseignant.e.s laïques, **Petit manuel pour une laïcité apaisée. A l'usage des profs, des élèves et de leurs parents**, La Découverte, 2016, 235 p. (Cahiers libres)

Cet ouvrage est le fruit d'un travail mené par un collectif d'enseignants-es avec Jean Baubérot, pour répondre aux questions concrètes du personnel éducatif et des usagers-ères de l'Education nationale. Il retrace l'histoire de la laïcité et redonne les grands principes de son application et propose des solutions pratiques pour l'appliquer sereinement. La laïcité, rappellent les auteurs ne devrait pas être un instrument de stigmatisation des élèves et un casse-tête pour les professeurs-es. Au contraire, apporter des solutions pour une vie collective harmonieuse et respectueuse des convictions de chacun-e.

BOUARFA Toufik, FARINELLI Francesco, **Laïcité et prévention de la radicalisation. Guide pratique pour les enseignants et les professionnels de terrain**, European Foundation for Democracy, 2018, 48 p.

Ce guide a pour objectif d'aider les professionnels de terrain à mieux détecter et à prévenir les cas de radicalisation chez les jeunes. Il a été construit en collaboration avec le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), à partir d'entretiens menés avec ces professionnels. Il souhaite être opérationnel en répondant aux questions les plus fréquemment posées (en lien avec la religion, les faits de société, les rapports entre les femmes et les hommes et le « vivre-ensemble ») lors des activités scolaires ou lors d'activités socio-éducatives. Il présente 26 questions très pratiques pour apporter des réponses concrètes et des actions à mener avec des jeunes. Il est prioritairement destiné aux enseignants, travailleurs sociaux, décideurs politiques locaux et à toute personne en lien professionnellement et/ou quotidiennement avec un jeune public fragile, identifié comme pouvant basculer dans le radicalisme religieux. http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32698

Collectif, **La laïcité à l'épreuve de la diversité culturelle**, in "Concilier laïcité et diversité culturelle, quels enjeux d'éducation et de société ? Actes du Forum organisé par la Ligue de l'enseignement" / Fal 72 et le groupe de Recherche-Action travail social et développement communautaire - Le Mans, 18 mars 2009", pp. 8-12

Dans le cadre des "Semaines d'éducation contre le racisme", cette journée avait pour but d'échanger entre acteurs locaux sur les notions de diversité culturelle, de processus d'ethnicité et de discrimination qui questionneraient les principes de la laïcité et les pratiques éducatives à l'école, mais aussi les actions municipales et associatives en direction des jeunes.

Collectif, **L'école et les valeurs : Charlie, et après**, in Diversité Ville-école-intégration (VEI), n°182, 4e trimestre 2015, 159 p.

Suite aux attentats de janvier 2015 à Paris, l'école, plus que les autres institutions, a été placée au cœur d'un dispositif mettant en avant le rassemblement autour des valeurs de la République, avec l'ambition de provoquer un changement systémique. Ce numéro de Diversité propose les premiers éléments de réflexion sur les réponses apportées dans l'école dans les jours, les semaines et les mois qui ont suivi les attentats de janvier 2015. Il s'agit d'une part, de rendre compte de ce qui s'est joué en classe, avec les élèves, dans les premières heures qui ont suivi les attentats et d'autre part, de comprendre ce que les « valeurs de la République », et les « valeurs à l'école », recouvrent exactement, et en particulier lorsque l'on évoque la question de la laïcité. Ceci met en lumière les relations que l'école entretient avec les territoires. Ce numéro pose les premiers jalons pour mieux comprendre et analyser les effets, attendus et réels, de cette année de mobilisation.

Collectif, **Les jeunes, le religieux et la laïcité**, in Les Cahiers dynamiques, n°54, novembre 2012

Ce dossier présente des éléments théoriques et pratiques utiles à la réflexion professionnelle en matière de « politique de laïcité ». La question de la liberté religieuse et de la laïcité revient régulièrement sur le devant de la scène et interroge les professionnels de l'éducation dans leur pratique quotidienne. Ceux-ci sont d'abord soumis à l'obligation de neutralité qui leur interdit dans leurs fonctions de manifester leurs croyances religieuses. Mais ils doivent également respecter la liberté religieuse des jeunes. La loi du 15 mars 2004 encadre, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance

religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Quels ont été ses effets ? Comment les principes de la laïcité et de la liberté religieuse sont-ils déclinés dans les différents établissements éducatifs ? Quelle place la religion, l'agnosticisme ou l'athéisme occupent-ils dans la construction identitaire des jeunes ?

Une institution éducative comme la Protection judiciaire de la jeunesse doit respecter les droits du jeune et de ses parents, mais elle doit aussi éduquer à la citoyenneté. Celle-ci se manifeste dans l'exercice des droits mais aussi dans le respect des droits d'autrui. Elle consiste également à prendre en considération l'intérêt commun

Conférence des Présidents d'Université, **Laïcité et enseignement supérieur : Guide**, sept.2015, 51p.

Ce guide actualise et complète la première édition conçue en 2004 dont l'objectif était d'apporter aux acteurs des universités des réponses aux interrogations relatives à la mise en œuvre du principe de laïcité dans leurs établissements. Cadre institutionnel, moyens à la disposition du président d'université pour faire appliquer le principe de laïcité, conditions d'enseignement, conditions de vie étudiante : autant de thèmes auxquels le guide apporte un éclairage concret et opérationnel.

<http://www.cpu.fr/wp-content/uploads/2015/09/guide-CPU-web.pdf>

DEBRAY Régis, **L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque. Rapport à Monsieur le ministre de l'Éducation nationale**, Ministère de l'Éducation Nationale, 2002, 35 p.

Depuis l'institution de l'école républicaine, le fait religieux divise les Français. Élément de civilisation et lien qui structure l'humanité, il ne peut prétendre toutefois à s'ériger en discipline indépendante. Le rapport présente l'état des lieux de l'enseignement du fait religieux en France et tente de réexaminer la place à attribuer à cet enseignement. Le rapport énonce d'abord les attentes : il s'agit, au nom de la sauvegarde des humanités, de rendre possible la transmission des cultures religieuses. Puis il aborde la question des résistances face à ce qui peut être perçu comme une intrusion du religieux dans la sphère laïque de l'éducation. L'auteur souligne ensuite les contraintes de l'enseignement du fait religieux dont l'efficacité peut être compromise par son irrégularité et par une approche trop banalisée. Le rapport tente de définir par la suite la notion de laïcité républicaine comme liberté de conscience et de culte mais surtout comme liberté d'intelligence, et voit dans l'enseignement du fait religieux une visée démocratique qui se doit d'être davantage équilibrée et distanciée, sans verser dans un scientisme naïf. Enfin, le rapport présente douze propositions pour l'enseignement du fait religieux à l'école.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/024000544.pdf>

FERHAT Ismail (Coordinateur), **Les foulards de la discorde : Retours sur l'affaire de Creil 1989**, Editions de l'Aube, Fondation Jean Jaurès, 2019, 169 p.

Pourquoi la question du foulard islamique suscite-t-elle autant de passions en France ? Pour comprendre cet emballement, il semble nécessaire aux auteurs de comprendre les racines et les origines de cette focalisation nationale pour et sur un objet qui ne suscite pas de tels affrontements (ou du moins, pas à ce niveau) dans d'autres démocraties occidentales. Il y a précisément trente ans, un événement a cristallisé cette fixation sur le foulard : l'affaire dite de « Creil », du nom de la commune où il se déroule. L'ouvrage, regroupant huit chercheurs, issus de différentes disciplines (histoire, sciences de l'éducation, sciences religieuses), ouvre le dossier de l'affaire de Creil trois décennies après l'événement. Il s'appuie sur des archives souvent inédites ou nouvellement ouvertes, ainsi que sur des sources (publications militantes, presse religieuse, littérature grise) peu utilisées jusque-là. La question centrale de cette enquête collective, par-delà les différentes sensibilités des auteurs, est de comprendre pourquoi et comment un minuscule événement a entraîné une polémique particulièrement clivante. De traditionnelles lignes de partage qui organisaient la nation (laïques/religieux, gauche/droite) ont éclaté durant l'affaire de Creil. Pour ce faire, l'ouvrage adopte une approche scientifique, documentée et apaisée de celle-ci.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33286

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, **Livret laïcité**, Décembre 2016, 31 p.

Ce livret est destiné aux chefs d'établissement, directeurs d'école mais aussi aux équipes éducatives de l'enseignement public. Réédité dans une formule augmentée et actualisée pour répondre aux questions les plus concrètes, il indique des pistes pour faire comprendre et vivre la laïcité dans les établissements scolaires, fournit

des repères pour le dialogue éducatif et des d'atteinte au principe de laïcité.

éléments juridiques en cas de contestation ou

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2017/02/livret_laicite_men_decembre_2016.pdf

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, **La laïcité à l'école. Vadémécum**, octobre 2019, 92 p. Le vadémécum « La laïcité à l'école » constitue un référentiel de situations pour les équipes académiques et les établissements. Elaboré conjointement par les directions du ministère de l'Éducation nationale, il présente des fiches pratiques qui abordent le respect de la laïcité par les élèves, les personnels, les parents d'élèves et les intervenants extérieurs et proposent une analyse juridique et des conseils éducatifs et pédagogiques.

https://cache.media.eduscol.education.fr/file/laicite/07/9/Vademecum_Laicite_1179079.pdf

STASI Bernard, **Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République, Laïcité et République, rapport au président de la République**, La Documentation française, 2003, 166 p. Installée officiellement le 3 juillet 2003, la commission de réflexion portant sur l'application du principe de laïcité dans la République, présidée par Bernard Stasi, a rendu ses conclusions au président de la République le 11 décembre 2003. Après avoir rappelé les conditions historiques de l'apparition de la laïcité ainsi que le principe juridique qui a présidé à son application, la commission présente le résultat des nombreuses

auditions effectuées auprès des acteurs concernés ainsi que les conclusions du débat et des comparaisons faites avec l'étranger. Elle réaffirme les principes de la laïcité dans l'école (interdiction des signes "ostensibles") mais aussi dans d'autres secteurs comme l'hôpital ou les prisons et elle insiste également sur la nécessité de garantir le respect de la diversité spirituelle. Ces rappels multiples ne peuvent se solder selon la commission que par l'adoption d'une loi.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/034000725.pdf>

Laïcité au quotidien - Entreprise

ARNOULT-BRILL Edith, SIMON Gabrielle, **Le fait religieux dans l'entreprise. Avis du Conseil économique, social et environnemental**, Les éditions des journaux officiels, 2013, 84 p.

Cet avis, du Conseil économique, social et environnemental (CESE) porte sur le fait religieux dans le secteur privé des entreprises, des associations et des structures agissant pour le compte des collectivités publiques. Il envisage le fait religieux dans sa globalité, c'est-à-dire en considérant toutes les religions. Le CESE, dans une première partie, rappelle la réalité de la notion de fait religieux dans l'entreprise, tant à partir des règles juridiques applicables qu'à partir des faits et des pratiques rapportés et analysés par les acteurs de terrain et différents observateurs. Dans une deuxième partie, il émet des recommandations visant à faciliter l'accès aux règles de droit en vigueur et à promouvoir de bonnes pratiques s'appuyant sur l'implication des acteurs de l'entreprise.

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2013/2013_25_fait_religieux_entreprise.pdf

Les entreprises pour la Cité, **Gérer la Diversité Religieuse – Guide pratique**. Edition 2017, Paris, Les entreprises pour la Cité, 31 p.

Ce guide à destination des entreprises, souhaite donner de l'information sur les différentes pratiques religieuses afin de limiter les stéréotypes et les incompréhensions sur le sujet. L'objectif est que les managers et les RH des entreprises se sentent à l'aise pour aborder de façon pragmatique les questions qui remontent des salariés en lien avec leurs pratiques religieuses. Ce guide donne des éléments d'informations sur le cadre légal français en matière de non-discrimination religieuse et sur l'impact que peuvent avoir les différentes pratiques religieuses sur l'organisation du travail. Ce guide pratique a pour ambition de refléter les initiatives les plus novatrices et les plus porteuses mises en place dans les entreprises les plus avancées en matière de Diversité religieuse.

<http://fr.calameo.com/read/0011308373a0ccb1392b2>

Ministère du Travail, **Fait religieux en entreprise. Guides et Notions-clés**, Janvier 2017, Mise à jour février 2018. Les guides du fait religieux ont pour objet d'apporter des réponses concrètes aux questions que peut susciter le fait religieux en entreprise et de rappeler les règles fixées par le droit en la matière. Il est nécessaire, en préalable à la partie questions/réponses de ces guides, de clarifier certains termes couramment utilisés et qui, du fait d'une interprétation parfois erronée, sont source de confusion. C'est du point de vue du droit applicable, c'est à dire des devoirs et des libertés, tant des employeurs que des salariés que ces notions sont ici présentées.

Notions-clés: <https://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/le-reglement-interieur-et-le-pouvoir-de-direction/article/les-notions-cles-du-fait-religieux-dans-les-entreprises-privees#Lire-le-questions-reponses>

Version employeurs: https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_employeursmajfevrier2018valide.pdf

Version candidats/salariés: https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_candidats_salaries_majfevrier2018valide.pdf

Observatoire de la laïcité, **La gestion du fait religieux dans l'entreprise privée**, Premier Ministre, mai 2018, 7 p.

Dans le cadre de l'entreprise privée, la prise en compte de la manifestation des convictions en matière religieuse par le salarié suppose de trouver un équilibre entre cette liberté, la liberté des autres et la bonne marche de l'entreprise. Face aux difficultés pratiques que rencontrent certains professionnels à juger de cet équilibre, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le monde du travail.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/05/gestion_religieux_entreprise_prive-avril2018.pdf

Observatoire du Fait Religieux en Entreprise (OFRE), Institut Randstad, Université de la Polynésie Française, **L'entreprise, le travail et la religion**, Institut Randstad, 2017, 36 p.

Ce document présente les résultats de la cinquième étude menée par l'OFRE et l'Institut Randstad sur le fait religieux en entreprise. Alors que depuis 2013 les précédentes enquêtes avaient révélé la progression puis la banalisation du fait religieux au travail, l'étude 2017 livre un enseignement de taille. Pour la première fois, l'observation « quantitative » du fait religieux ne progresse pas. La part des salariés interrogés qui, en 2017, déclarent observer de façon régulière ou occasionnelle des faits religieux dans leur situation de travail est identique à ce qu'elle était un an plus tôt : 65 %. L'enquête 2017 confirme donc la banalisation du fait religieux en entreprise. Elle donne aussi à voir son « plafond ». Car si l'édition 2016 avait révélé une progression de 10 points en un an du phénomène, la stabilité constatée en 2017 n'est vraisemblablement pas un hasard. Elle témoigne du poids des entreprises qui, par leur secteur d'activité et/ou leur implantation géographique, présentent une porosité au fait religieux. Aussi peut-on considérer que le fait religieux touche, d'une façon ou d'une autre, environ deux-tiers des managers en France. (Présentation auteurs)

<http://grouperandstad.fr/desormais-banalise-le-fait-religieux-cesse-en-2017-de-progresser-dans-les-entreprises-2/>

Laïcité au quotidien - Activités et associations sportives

Ministère des sports, Laïcité et fait religieux dans le champ du sport, « Mieux vivre ensemble », 1^{ère} édition, Mai 2019, 60 p.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2019/10/guide_laicite_et_fait_religieux_dans_le_champ_du_sport_mieux_vivre_ensemble_.pdf

UFOLEP, Le c.o.d.e du Sport et Laïcité : comportement, organisation, dialogue, éducation, 2019, 24 p.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2019/10/c.o.d.e._du_sport_et_laicite_2019_guide_bdpages1.pdf

Sport et Laïcité, réalités de terrain, *En jeu : une autre idée du sport. La revue de l'UFOLEP* ; n°38, UFOLEP, Octobre 2019, 29 p.

https://www.ufolep.org/modules/kameleon/upload/Ufolep_38_oct_2019_BD.pdf

Trajectoire Ressources, **La pratique sportive à l'épreuve de la laïcité ?** décembre 2019, 71 p.

Le sport est un domaine dans lequel on retrouve un certain nombre de valeurs qui peuvent-être détournées de leur objectif initial. Trajectoire Ressources s'est saisi de la question de la laïcité dans le sport en interrogeant des acteurs du milieu sportif et en apportant un éclairage sur des situations concrètes. Dans cet ouvrage, trois questions sont principalement posées : « en quoi le sport est-il un terreau d'apprentissage de la tolérance et du compromis contribuant à la vie collective ? Quelle place occupe l'expression religieuse dans l'espace sportif ; et sous quelle forme ? En quoi le fait religieux réinterroge l'universalisme du sport ».

Laïcité au quotidien - Concevoir un projet : outils et exemples

BOUZAR Dounia, **Laïcité, égalité : guide à l'usage des professionnels, Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole**, février 2014, 25 p.

Grenoble Alpes Métropole a organisé en 2011-2012 une formation-action en direction des professionnels des communes, associations et institutions de l'agglomération grenobloise, sur le thème de l'égalité et de la laïcité. Une trentaine de professionnels issus de diverses communes de l'agglomération, d'associations, d'institutions, ont donc pu se former et échanger sur ces questions. Parallèlement, trois séminaires ont été organisés à destination des élus et des acteurs associatifs. L'objectif était de répondre aux besoins qu'exprimaient ces divers acteurs, de mieux connaître le principe de laïcité et d'être formés à l'appliquer tout en respectant le cadre légal de non-discrimination. La Métro a choisi Dounia Bouzar, anthropologue du fait religieux et experte à l'Observatoire National de la laïcité ainsi qu'auprès du Conseil de l'Europe, pour mettre en place cette démarche. Ce guide veut prouver qu'il est possible, dans le respect de la loi de 1905, d'appliquer à tous la laïcité de la même façon afin de garantir la cohésion sociale et la conception française des citoyens universels et égaux en droits et en devoirs.

<https://www.lametro.fr/include/viewfilesecure.php?idtf=2300&path=Guide-lai-cite-e-galite-pour-les-professionnels.pdf>

Collectif, **Loisirs et animations sans discrimination. Un guide pratique. Des fiches thématiques, des cas concrets, des propositions, des solutions, que dit la loi de la non-discrimination...** AGASEP, Maison du Crêt de Roch, L'Amicale laïque Chapelon, Préfet de la Région Rhône-Alpes, Mission Locale de Saint-Etienne, Fol Loire, DDCS de la Loire, 2015, 47 p.

Ce guide est le produit d'un an et demi de travail réalisé dans le cadre d'une formation-action dans le domaine de la prévention et lutte contre les discriminations. Il a été conçu par un groupe de professionnels de l'animation socioculturelle, et de l'éducation spécialisée, des travailleurs sociaux ainsi que des bénévoles de Saint-Étienne. Ces personnes ont souhaité participer à cette formation, car elles ont constaté sur le terrain des situations récurrentes de discrimination dans l'accès aux loisirs des jeunes qu'elles encadrent. Ce constat a intéressé la COPEC de la Loire qui a notamment entrepris de rédiger une charte pour améliorer l'accès des jeunes en boîte de nuit. Elle a également sollicité la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale pour envisager la construction et la mise en place d'une formation/action avec ce groupe inter-partenarial sur les territoires stéphanois, ainsi que son financement. Cette formation, financée par l'Acisé et accompagnée par ALTIDEM, a permis de confronter les situations de terrain rencontrées par les professionnels et de constater que nombre de leurs questions étaient partagées sur tout le territoire.

http://www.loire.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_pratique-discriminations.pdf

Collectif, **La boîte à outils sur l'écoute active des jeunes pour de nouveaux partenariats jeunes/institutions**, YARIM project, 74 p. http://yarimproject.eu/wp-content/uploads/2019/10/toolkit_french_v3.pdf

Collectif, **Guide des bonnes pratiques en faveur du dialogue interconvictionnel à destination des jeunes**, YARIM project, 61p. http://yarimproject.eu/wp-content/uploads/2019/10/yarim_guide_FRA_def.pdf

La Ligue de L'Enseignement Pas-de-Calais, **8^{ème} semaine départementale de la laïcité** ; programme, 11p.

<http://www.laligue->

[npdc.org/medias/files/Programme%20Semaine%20de%20la%20la%C3%AFcit%C3%A9%202017_BD.pdf](http://www.laligue-npdc.org/medias/files/Programme%20Semaine%20de%20la%20la%C3%AFcit%C3%A9%202017_BD.pdf)

LATTUADA Axel et Fabrice DE BONI, **Et tout le monde s'en fout - La laïcité, tutos. Vidéos**. Episodes spécialement conçus pour la Préfecture du Nord, le ministère de la Justice, la CAF du Nord et l'APSN, centre de ressource de prévention spécialisée, 2018.

Disponibles en ligne sur :
https://www.youtube.com/watch?v=YNCTd_j3gBI&list=PLpWCDwSVKkBK6EGTwTOA2Kgng8mn-CV1

Réseau RECI, **Laïcité. Recueil d'outils pédagogiques**, décembre 2016, 27 p.

Ce recueil permet de disposer d'outils conceptuels, nécessaires à une véritable compréhension et maîtrise du principe de laïcité et de supports à la réflexion et au débat, d'outils pratiques et ludiques pour mener une action pédagogique. Il s'adresse à toutes les actrices et acteurs de l'animation socio-culturelles, de la formation, de l'éducation, de l'orientation et de l'insertion. Il a pour ambition de fournir des clés de décryptages de ce principe pour éviter que les professionnels-les ne se sentent démunis, ou bien même « à court d'arguments » sous prétexte qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment le sens ou les enjeux.

<http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2016/12/reci-recueil-outils-laicite-decembre-2016.pdf>

VIÉVARD Ludovic, **Benchmark des guides et démarches sur la laïcité**, Métropole de Lyon, juin 2016, 28 p.

Le présent benchmark repose sur un corpus de 24 guides pratiques réalisés entre 2009 et 2016. Ce corpus n'est pas exhaustif. Les auteurs ont collecté des guides disponibles, concernant tant les entreprises privées que les collectivités publiques. Si tous ambitionnent de donner des clés pour répondre aux difficultés concrètes posées par la mise en pratique du principe de laïcité, ils reflètent cependant une très grande diversité à la fois de contexte, de commanditaires et de méthodes. La présente note propose un tour d'horizon comparatif pour comprendre comment ces différents guides s'organisent, par qui ils sont produits, avec quelle intention spécifique, en employant quelles stratégies d'action, etc.

http://www.millenaire3.com/content/download/10049/202558/version/16/file/WEB_BENCHMARK%20DES%20GUIDES.pdf

Sites internet – dossier ressources en ligne

Assemblée Nationale - Textes de références législatifs et réglementaires... <http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/laicite.asp#avoir>

CANOPE- Dossier "Laïcité" <https://www.reseau-canope.fr/vivre-ensemble/laicite.html>

Ceméa, Les Francas, Ligue de l'enseignement - La laïcité à l'usage des éducateurs <http://www.laicite-educateurs.org>

Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) – Observatoire de la laïcité Laïcité et collectivités territoriales <http://video.cnfpt.fr/laicite>

Centre de Ressources pour la Prévention des Radicalités Sociales (CRPRS) <https://www.prev-radicalites.org/>

Les tutos Laïcité -<https://www.youtube.com/watch?v=vWv6O6yz8Do&list=PUBcWoeZP86gEuNFVjikTOxg>

Collectif « Ensemble on fait quoi ? » - Conférences-débats ; Cycle de conférences ; Outils pédagogiques ; Formations <http://www.ensembleonfaitquoi.fr>

La Documentation française - Dossier "La laïcité : débats 100 ans après la loi de 1905"
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/laicite/index.shtml>

Eduscol – Dossier « La Laïcité à l'école » <https://eduscol.education.fr/pid23591/la-laicite-a-l-ecole.html>

Génération laïcité <http://generationlaicite.fr/>

Institut Supérieur d'Étude des Religions et de la Laïcité (ISERL) - Les mots de la laïcité

<http://iserl.fr/dossiers/dossier-laicite-video>

Ligue de l'Enseignement- Commission Islam et Laïcité <http://www.islamlaicite.org/>

Ligue de l'Enseignement – dossier « Laïcité » <https://laligue.org/laicite/>

Ligue des droits de l'Homme – dossier « Laïcité » <https://www.ldh-france.org/sujet/libertes/laicite-22/>

Observatoire de la laïcité <http://www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite>

Site internet du projet YARIM <http://yarimproject.eu/fr/>

Le projet YARIM (Youth and religion in social mediation), coordonné par l'IRTS Hauts-de-France et financé par le programme européen ERASMUS+ et s'inscrit dans un contexte de multiplication des processus de radicalisations parmi les jeunes âgés de 13 à 25 ans. YARIM s'articule autour du développement, du test et de l'évaluation de trois productions intellectuelles novatrices :

- Une boîte à outils construite par les jeunes pour les jeunes,
- Un guide méthodologique sur le dialogue interconvictionnel,
- Un module transnational de formation.



A retrouver prochainement sur le site internet du CRPRS
<https://www.prev-radicalites.org/>

Bibliographie inspirée de celle réalisée par le réseau RECI (réseau égalité des chances et intégration) :
http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2019/01/reseau_reci_biblio_laicite_decembre_2018.pdf

Le Centre de Ressources pour la Prévention des Radicalités Sociales (CRPRS) a pour vocation de proposer aux acteurs professionnels et bénévoles engagés dans la prévention des différentes formes de radicalisation, comme à toute personne intéressée, un site dédié au sujet et à son actualité, une documentation spécialisée aux supports diversifiés, des formations sous différents formats et de l'appui conseil aux initiatives et projets.

Le CRPRS opère une veille sur la recherche et les innovations pédagogiques pour faciliter la diffusion des nouvelles connaissances et des expériences en cours, il conduit également ses propres expérimentations. L'ensemble des activités du CRPRS sont encadrées par un Comité Scientifique qui émet des avis et des recommandations éthiques et méthodologiques.

Ce centre de ressources est financé par les préfectures du Nord et de l'Aisne et les CAF du Nord et de l'Aisne.

Le CRPRS dispose d'un centre de documentation et d'une base de données en ligne mutualisés avec l'IREV. Vous pouvez accéder au catalogue en ligne en consultant la **base de données mutualisée avec d'autres centres de ressources régionaux**, membres du **Réseau Ressources pour l'égalité des chances (RECI)** à l'adresse suivante : [Accédez au catalogue documentaire \(https://prev-radicalites.org/espace-ressources\)](https://prev-radicalites.org/espace-ressources)

